

Cette tempête qui s'abat sur le Vatican

Scandales de pédophilie, polémiques sur un « lobby gay » : dans la tourmente, le Pape s'en tient au silence.

JEAN-MARIE GUÉNOIS @jmguenois

COMMENT éteindre l'incendie qui menace ? L'Église catholique n'est pas en flamme, mais elle subit depuis une bonne semaine un sinistre d'une rare intensité. Il est romain, mais d'ampleur internationale. Il est lié à de multiples scandales d'ordre sexuel. L'aura considérable du pape François ne parvient pas à calmer la tempête.

Dimanche, le chef de l'Église catholique a observé un silence strict à ce sujet. Il a simplement demandé à rejeter « l'hypocrisie ». Lundi matin, lors de sa messe privée, il a réitéré la nécessité « du silence et de la prière » pour combattre « le scandale et la division » que des « personnes malintentionnées » peuvent fomentier, tels des « chiens sauvages ». Le Seigneur, a-t-il assuré, « nous donne la grâce de discerner quand nous devons parler et quand nous devons nous taire », car il faut savoir repérer « le père du mensonge, l'accusateur, le diable », qui cherche à détruire « l'unité ». Il faut donc parfois « se contenter de donner son avis, et puis se taire ». Ses déclarations ne calmeront pas la confusion qui s'installe dans les

rangs de l'Église. Les divisions se multiplient. Les polémiques atteignent une violence rare. Tous les éléments d'une crise de confiance dans l'institution sont réunis. De nombreux fidèles et de nombreux prêtres attendent des explications sérieuses.

Aux États-Unis, dimanche, l'actuel archevêque de Washington, M^{gr} Donald Wuerl, a été pris à partie, en pleine messe : « Honte sur vous ! » lui a lancé un fidèle. Là-bas également le mouvement Catholic Women's Forum (CWF) a lancé, vendredi 31 août, une pétition adressée au Pape et signée par 14 000 femmes. Elles veulent qu'il apporte une « réponse directe » à l'affaire Vigano.

Ancien nonce aux États-Unis, ce prélat italien a, le 25 août, dans une lettre ouverte, accusé le Pape d'avoir couvert l'homosexualité active de l'ancien archevêque de Washington, M^{gr} McCarrick, et d'en avoir fait son conseiller spécial pour l'Amérique du Nord. À travers ce cas, Carlo Maria Vigano dénonce surtout une « homosexualité » minoritaire mais relativement répandue, selon lui, dans les hautes sphères de l'Église... Il cite une série de noms à l'appui. Ce constat, celui

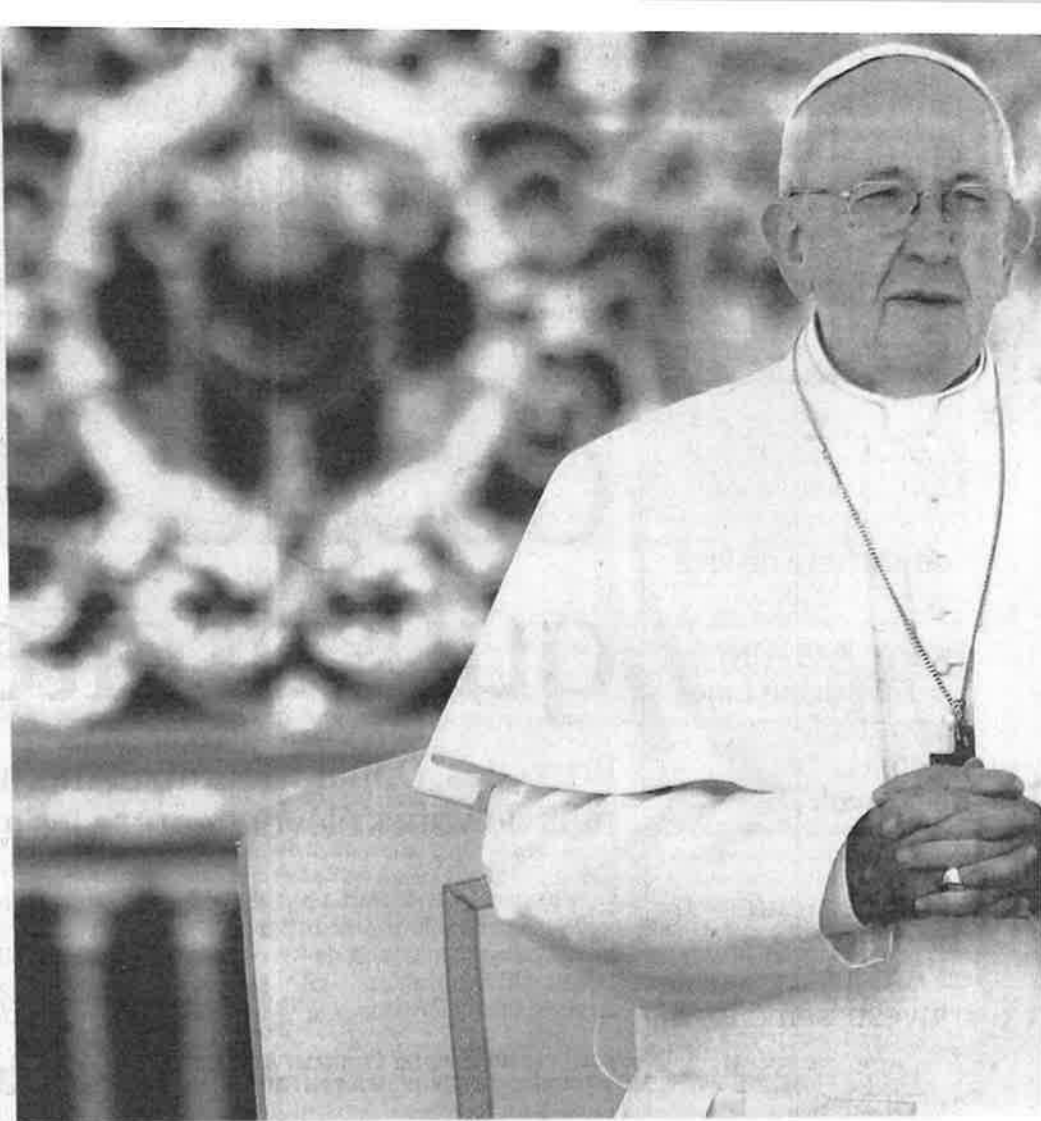
d'un « lobby gay », avait déjà été étayé dans l'audit secret du Vatican que Benoît XVI avait fait établir suite au scandale Vatileaks, avant de donner sa démission en 2013. L'enquête n'a jamais été rendue publique, mais le pape émérite l'a officiellement transmise à son successeur.

L'explosion publique de ce nouveau scandale « homosexuel » ajoute un effet de sidération chez de nombreux fidèles. Ils étaient déjà assommés depuis des années par des questions de pédophilie d'une minorité du clergé. Les voilà scandalisés par des pratiques très inattendues de la part du monde clérical.

Effet de ciseaux

Lors de l'ordination sacerdotale, le prêtre s'engage à la chasteté. C'est un trait spécifique de l'Église latine. La plupart la vivent de façon remarquable et sainte. Cette chasteté fonde une partie de l'autorité spirituelle du clergé.

Mais la puissance de cette tempête pour l'Église et le Vatican est aussi décuplée par un effet de ciseaux : aux scandales « extérieurs », quasiment tous liés aux affaires de pédophilie, essentiellement aux États-Unis, en Europe, mais aussi au Chili,



Le pape François lors de l'audience générale sur la place Saint-Pierre de Rome, le 29 août au Vatican. ALBERTO PIZZOLI / AFP

en Australie... et à la couverture épiscopale qu'elles ont pu connaître - c'est la première lame - s'ajoute, seconde lame, la pression de cette lourde affaire très « intérieure » au Vatican, d'ordre homosexuelle, dénoncée par la lettre de M^{gr} Vigano. Une semaine après sa publication, elle n'est pas encore vraiment démentie sur le fond (lire ci-contre).

Sans oublier qu'au-delà de « la polémique Vigano » se pose éga-

lement dans l'opinion une question éthique cruciale : celle d'une certaine compromission face à la pédophilie d'une part de la hiérarchie ecclésiastique. Elle s'est exprimée par le silence épiscopal, chape de plomb, non pas sur une affaire, mais sur des milliers de dossiers. Stratégie de fer qui voulait « préserver l'image de l'Église » et éviter, selon le principe d'une « raison d'État », tout

Les protagonistes de l'affaire McCarrick



TIZIANA FABI / AFP

« Nous devons détruire la conspiration du silence qui a permis à des prêtres et des évêques de se protéger aux dépens de leurs fidèles »

« TÉMOIGNAGE » DE M^{gr} VIGANO, LE 25 AOUT

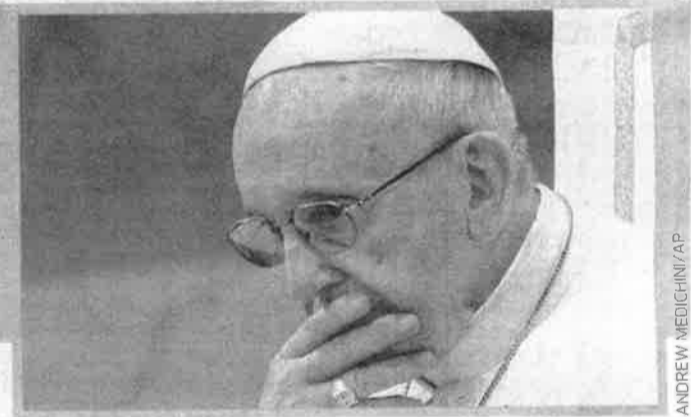
Vigano, un diplomate qui connaît tous les arcanes du Saint-Siège



GREGORY A. SHEMITZ / REUTERS

Qui est M^{gr} Carlo Maria Vigano ? À 77 ans, cet archevêque est en retraite de toutes ses charges. Le dernier poste occupé par ce diplomate de l'Église catholique fut la nonciature apostolique de Washington aux États-Unis. Nommé là par Benoît XVI en octobre 2011, il y séjourna jusqu'en avril 2016. De 2009 à 2011, Vigano fut surtout secrétaire général du gouvernement de la cité du Vatican, également nommé là par Benoît XVI. C'est à ce poste clé qu'il a alors déjà dénoncé - non publiquement - la corruption financière. Ce qui avait déplié à beaucoup. Ces alertes adressées à Benoît XVI

se sont retrouvées dans la presse. Le Souverain Pontife a alors dû nommer outre-Atlantique, loin du Vatican, cet homme aussi rigide qu'intègre. Tenu au secret pontifical, ce prélat qui sait tout du Vatican a toutefois choisi « en conscience » de rompre publiquement sa réserve. Il a publié le 25 août, un « témoignage » de 11 pages en deux langues, italien et anglais, où il développe plusieurs thèses : la première est que le pape François aurait choisi, dès son élection en 2013, comme conseiller personnel pour les États-Unis, l'ancien archevêque de Washington, le cardinal Theodore McCarrick, alors qu'il savait, affirme Vigano, la pratique homosexuelle de ce prélat avec ses séminaristes. La deuxième thèse est que le pape Benoît XVI, informé à partir de 2009 par une enquête interne des mœurs de ce prélat, avait donné l'injonction à cet archevêque de se retirer de la vie publique. Mais ce dernier avait toujours refusé d'obtempérer. La troisième thèse de M^{gr} Vigano revient à dénoncer l'existence d'un « réseau homosexuel » dans le clergé catholique, dont certains prêtres et prélats seraient « actifs ». Cette semaine, alors qu'il se tient en retrait, M^{gr} Vigano a confirmé ses propos, apportant même des précisions. J.-M. G.



ANDREW MEDICINI / AP

Le pape François dépassé par l'ampleur du scandale

Pour la première fois depuis le début de son pontificat, le pape François, 81 ans, élu en mars 2013, affronte une crise d'ampleur mondiale où s'entrecroise le dossier de la lutte contre la pédophilie, où il est très engagé, et, depuis une semaine, avec le rapport Vigano, le dossier de l'homosexualité chez certains membres du clergé, lettre publique assortie d'une demande de démission... du Pape ! François a vraiment été pris de court, car il était alors en voyage en Irlande. Pour l'heure, il a choisi de ne pas dire « un mot » sur ce scandale. Mais il a fait savoir cette semaine qu'il était « serain ». Il est clair qu'une démission de sa part est vraiment très peu probable à ce stade. Beaucoup d'épiscopats, tout en lui renouvelant publiquement leur confiance, le pressent toutefois de s'exprimer sur ces affaires car elles sèment un trouble profond chez les fidèles. François avait publié, le 20 août, une « lettre au peuple de Dieu » sur le scandale de la pédophilie où il renouvelait l'engagement de l'Église pour « éradiquer » cette réalité minoritaire mais réelle dans l'Église, lançant un « jamais plus » d'une rare intensité.

Revenant sur ces sujets en Irlande, le 24 et 25 août, il semble ne pas avoir convaincu. Non sur sa ferme intention de dénoncer les prêtres pédophiles à la justice, mais sur la question du jugement des évêques qui ont couvert ces abus. Après trois décennies marquées par la sortie, un à un, des scandales des prêtres pédophiles, c'est en effet le chapitre II de ce dossier qui est désormais ouvert. Avec une question : la responsabilité des évêques qui les ont couverts par leur silence. Le Pape avait institué en 2015 un tribunal spécial au Vatican pour juger ces évêques, mais il a annoncé à son retour d'Irlande qu'il n'était « pas possible » à mettre en œuvre. Déclarant de plus, qu'il serait « le seul » juge de ces évêques. Ce qui a provoqué, vendredi 31, une réaction sévère de la part de Marie Collins, irlandaise, victime de prêtres, qui avait été nommée puis avait démissionné de la commission pontificale pour la protection des mineurs, également créé par François. Depuis Benoît XVI, l'Église, a beaucoup fait pour lutter contre la pédophilie. Mais elle est à présent clairement attendue sur le traitement des évêques qui ont couvert ces abus. J.-M. G.

Église et homosexualité : la doctrine officielle et les non-dits

Sur l'homosexualité, l'Église catholique pense trois choses, exprimées dans son Catéchisme officiel publié en 1992. Au numéro 2357, elle rappelle que « la Sainte Écriture » présente les relations homosexuelles comme des « dépravations graves », que « la Tradition » de l'Église a « toujours déclarées » comme « intrinsèquement désordonnées » et « contraires à la loi naturelle » et qu'elles « ne sauraient recevoir d'approbation en aucun cas ». En second lieu, au numéro 2358, l'Église insiste pour que les personnes homosexuelles soient « accueillies avec respect, compassion et délicatesse ». Avec cette recommandation : « On évitera à leur égard toute marque de discrimination injuste. » Enfin, elle insiste au numéro 2359 : « Les personnes homosexuelles sont appelées à la chasteté. » L'homosexualité chez certains membres du clergé, dénoncée par le document de M^{gr} Vigano, a toujours été considérée comme un tabou. Mais le cardinal Ratzinger, alors préfet de la Congrégation pour la doctrine de la foi, avait dû rappeler, dans un document officiel en 1986, qu'« au sein même de l'Église s'est formé

un courant, constitué par des groupes de pression [...] avec des personnes homosexuelles qui ignorent l'enseignement de l'Église ou cherchent d'une manière ou d'une autre à le saper ». Il ajoutait : « On assiste même, en certaines nations, à une véritable tentative de manipulation de l'Église pour obtenir le soutien, souvent bien intentionné, de ses pasteurs en faveur d'un changement des normes de la législation civile. » C'est une « propagande trompeuse ». À deux reprises, en 2013, année de son élection, le pape François a reconnu l'existence d'un « lobby gay » dans l'Église. En juin, il avait confié à des religieux latino-américains : « Au Vatican, il y a des gens qui sont de vrais saints, vraiment, mais il y a aussi un courant de corruption [...] Et on parle de "lobby gay", c'est vrai, il existe. » Puis, fin juillet, de retour des JMJ du Brésil, François, interrogé à propos d'un scandale d'homosexualité concernant l'un de ses proches collaborateurs, M^{gr} Ricca - toujours en fonction -, avait dit : « On doit distinguer le fait d'être gay du fait de faire un lobby [...] Si une personne est gay et cherche le Seigneur, fait preuve de bonne volonté, qui suis-je pour la juger ? » J.-M. G.

LES CRITIQUES PEUVENT SUR VIGANO mais ses allégations sont prises au sérieux

BIO EXPRESS
M^r Theodore McCarrick

A 88 ans, l'ancien archevêque de Washington, de 2000 à 2006, est rattrapé par ses comportements homosexuels avec des séminaristes, notamment quand il était évêque de Newark dans le New Jersey. Mais il est visé depuis peu par une affaire de pédophilie qui lui a valu – fait exceptionnel – d'être radié du collège des cardinaux par le pape François.

Bio EXPRESS
Josh Shapiro
Procureur

de l'État de Pennsylvanie, aux États-Unis, il a piloté le rapport sur les affaires de pédophilie mettant en évidence que 300 prêtres auraient pendant des décennies agressé plus de 1000 enfants. Il est également connu pour être l'un des conseillers et avocats du mouvement LGBT, qui défend la reconnaissance des droits des personnes homosexuelles.

Bio EXPRESS
James Martin
Cet évêque

américain est l'auteur d'un livre, *Construire des ponts*, publié en 2017 pour mieux accueillir les homosexuels dans l'Église. Sa conférence « Montrer du respect et de la bienveillance envers nos paroissiens LGBT+ » au récent Rassemblement mondial des familles à Dublin, où il était invité avec la bénédiction de François, a fait polémique.

UNE SEMAINE après le scandale provoqué par la lettre ouverte de Mgr Carlo Maria Vigano, ancien nonce aux États-Unis, la lumière a été faite sur la personnalité de ce prélat. Il a été violemment attaqué par une série d'articles ad hominem. Beaucoup a aussi été écrit sur des incohérences de son texte, essentiellement formelles, des imprécisions de dates notamment.

Mais personne n'a encore sérieusement remis en cause la substance de son « J'accuse » : l'existence, selon lui, d'un réseau de « prêtres homosexuels », « actifs » ou non, et de « prêtres pro-gays », au plus haut niveau du Vatican, y compris dans « l'entourage » immédiat du pape François, cherchant à « subvertir » l'enseignement de l'Église contre l'homosexualité.

Que reproche le flot d'articles à ce prélat italien ? Il a rompu le « secret » de sa charge et son serment de fidélité au Pape ; il se serait querellé pour de « l'argent » avec ses frères au moment de l'héritage de sa riche famille ; il n'a pas été rigoureux dans la gestion d'une affaire de prêtre pédophile à Minneapolis ; il a fait revoir la version finale de son texte par un journaliste italien « ennemi du pape François » ; il a signé un jour une pétition théologique critique sur François ; nommé nonce aux États-Unis, il n'aurait jamais accepté son exclusion du Vatican, d'où cette volonté de « revanche » de « frustré » ; dans sa charge diplomatique, il a participé – photos publiées à l'appui – à des réunions publiques avec McCarrick alors qu'il savait qui il était et qu'il aurait pu le dénoncer plus tôt ; enfin, trait dominant de cette avalanche de critiques sur sa personne : c'est un « conservateur », instrument consentant du complot des conservateurs visant à la chute de François et de ses réformes.

Articles à charge, dont le plus emblématique en France fut même publié sur le site du Point.fr, mais curieusement muets sur la question centrale que seul un jésuite américain, le père Tom Reese – qui s'est toujours affiché en faveur de François –, a osé poser publiquement. Lui, comme toutes les personnes informées, prend au sérieux ce que dit Vigano. Reese pense que c'est au Pape – et à « lui seul » de dire – ce qu'il en est. Et de le dire « vite ». Ce jésuite affirme : « Le Vatican doit révéler ce qu'il savait, quand il l'a su, ce qu'il a fait et ce qu'il n'a pas fait. Le commencement de la restauration de la crédibilité de l'Église catholique passera a minima par-là ».

« Le Vatican doit révéler ce qu'il savait, quand il l'a su, ce qu'il a fait et ce qu'il n'a pas fait »

LE PÈRE JÉSUIE TOM REESE

Reese a été notamment relayé par l'un des rares journalistes italiens – également soutien de ce pontificat – qui n'a pas cédé à la curie générale anti-Vigano, Marco Politi. Ce dernier explique : « On peut tout dire sur Vigano mais on ne peut pas tourner autour d'affirmations cruciales de Vigano : sont-elles vraies ou non ? »

Plus globalement, le microcosme romain informé sait que la violence des attaques contre la personne de Vigano est un nuage de fumée, signe d'un embarras au plus haut niveau sur ce que dénonce le prélat. Même si la prudence est plus que de mise en matière de dénonciation de mœurs, il apparaît, une semaine après, que personne n'a

encore radicalement démenti Vigano sur le fond.

Une série de signaux objectifs confirmerait même ce que le diplomate français, Mgr Jean-François Lantheaume – ancien premier conseiller de la nonciature de Washington et témoin direct des faits – a écrit, lundi 27 août, noir sur blanc, à l'agence catholique américaine CNA : « Mgr Vigano dit la vérité. C'est tout ».

Premier signal : le Pape lui-même. Il a dit à son retour d'Irlande : « Je ne dirai pas un mot là-dessus », sans démentir. Second signal, l'Osservatore Romano qui s'est contenté d'un sobre commentaire : un « nouvel épisode des oppositions internes ». Troisième signal, l'épiscopat américain : le président de la conférence des évêques, Mgr Daniel N. DiNardo, n'a rien nié mais a demandé une enquête précise sur toutes ces allégations pour apporter des « réponses » publiques aux fidèles. Quatrième signal, Mgr Charles Chaput, archevêque de Philadelphie, poids lourd de l'épiscopat américain, n'a pas hésité à faire part de sa solidarité avec Mgr Vigano. Cinquième signal, Mgr Blase Cupich, archevêque de Chicago, promu par François, proche de lui et mis en cause dans le rapport, a relativisé mais sans démentir : pour lui, le Pape a des choses « plus importantes » à traiter, comme les « questions de l'environnement, la protection des migrants ». Sixième signal : Mgr Thomas Tobin, évêque de Providence aux USA, pourtant très proche de François, a considéré que les allégations du rapport Vigano étaient « substantielles » et qu'elles demandaient une « enquête rapide et juste ». L'affaire est donc plus épineuse qu'une simple cabale conservatrice contre François. ■ J.-M. G.

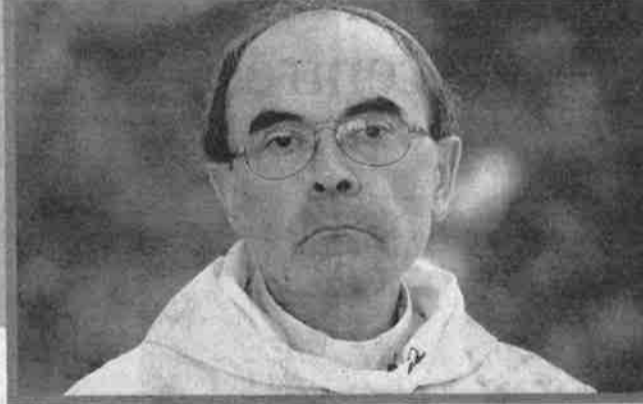
scandale public. Mais comment justifier à présent cet insensible silence ?

L'Église en a vu d'autres. Mais, cette fois, c'est son capital propre – sa crédibilité morale – qui s'effrite. La secousse tellurique n'a rien de superficiel. Son dénouement sera long. Le pape François l'a parfaitement compris. Il préfère donc se taire et prier, plutôt que de justifier l'injustifiable. ■

En France, aux États-Unis, des scandales de pédophilie

Je ne dirai pas un mot là-dessus. Je pense que le document parle de lui-même

LE PAPE FRANÇOIS, À PROPOS DE LA LETTRE DE M^r VIGANO, LE 26 AOÛT



102 477 signatures pour la pétition en faveur de la démission du cardinal Barbarin

Un millier d'enfants auraient été agressés par des prêtres pendant des décennies dans le seul État de Pennsylvanie, selon un rapport d'août dernier

Benoît XVI, qui connaît bien l'affaire McCarrick, « ne commentera pas »



Dans le feu d'artifice polémique que Rome connaît depuis huit jours sur l'affaire Vigano, l'un des chapitres touche le pape émérite Benoît XVI. Mgr Vigano affirme que ce dernier aurait donné l'ordre à Mgr McCarrick de se retirer et de ne plus apparaître publiquement compte tenu de son conduite personnelle, mais que ce dernier aurait toujours refusé d'obtempérer. Selon Mgr Vigano, cette demande a été formulée directement à Mgr McCarrick par son prédécesseur nonce, et par lui-même quand il était nonce apostolique aux États-Unis. François, le sachant, affirme encore Vigano, aura toutefois choisi McCarrick comme conseiller spécial pour la nomination d'évêques « pro-gays » aux USA. François a finalement mis à pied

McCarrick, le 28 juillet dernier, lui retirant même son titre de cardinal – sous la pression de la presse américaine ayant prouvé ses relations sexuelles avec des séminaristes – mais aussi parce que McCarrick se trouve à présent visé par une accusation de pédophilie. Interrogé par le journal allemand *Tagespost*, le secrétaire particulier de Benoît XVI, Mgr Georg Gänswein, a assuré que le pape émérite « n'a pas commenté le mémorandum de l'archevêque Vigano et qu'il ne le fera pas ». Phrase neutre qui a été manipulée par certains pour assurer que « Benoît XVI ne confirmait pas » les affirmations de Mgr Vigano. Ce qui est inexact. Benoît XVI connaît trop bien l'affaire : il ne confirme pas, ni n'infirme les propos de Vigano. J.-M. G.

Le succès d'une pétition appelant à la démission du cardinal Barbarin

L'affaire « Barbarin », du nom de l'archevêque de Lyon, vient de revenir dans l'actualité à la suite d'une initiative d'un prêtre qui a lancé une pétition, le 21 août, pour demander sa démission. À ce jour, le père Pierre Vignon, du diocèse de Valence, juge canonique, a recueilli plus de 100 000 signatures. Il est notamment soutenu par l'association « La Parole libérée », à l'origine de la procédure engagée contre M^r Barbarin. Cette association a été créée par d'anciennes victimes du père Preynat, toutes révoltées par le fait que ce pédophile notoire était encore en activité en 2015. Publiée au lendemain d'une lettre du pape François « au peuple de Dieu » sur la pédophilie, cette pétition introduisait aussi l'audience de consignation, fixée lundi 3 septembre à Lyon, nécessaire à la comparution du cardinal Philippe Barbarin. Le prélat est poursuivi pour ne pas avoir dénoncé à la justice des agressions pédophiles, même si une enquête du parquet pour « non-dénonciation » a été classée sans suite à l'été 2016. Mais lundi 3 septembre, l'audience n'a pas pu se tenir pour des raisons de procédure. Elle a été reportée au 7 janvier. En effet, les plaignants, association

de victimes et autres, veulent absolument que les sept prévenus, dont le cardinal Barbarin et le préfet de la Congrégation pour la doctrine de la foi, M^r Luis Ladaria Ferrer, un Espagnol, comparaissent ensemble et non de façon séparée. Leur idée est de mettre en évidence la responsabilité de l'ensemble de la hiérarchie catholique. Il apparaît en effet que le cardinal Barbarin, suivant la procédure canonique, avait consulté la Congrégation pour la doctrine de la foi au Vatican sur l'affaire Preynat. On lui aurait alors conseillé de le sanctionner, ce qu'il fit mais en évitant le scandale public. Cette guerre de délais est une stratégie qui a été justifiée lundi par l'avocat des victimes. « Il s'agit de faits qui sont liés, ces personnes doivent comparaître en même temps », a observé M^e Nadia Debbache. Mais elle est contestée par le parquet et la défense : « Depuis des mois, M^r Barbarin est l'objet d'une campagne violente et nous attendons l'audience pour rétablir factuellement et juridiquement la vérité », a déclaré lundi l'avocat du primat des Gaules, M^r Jean-Félix Luciani. En janvier, parquet et défense s'opposeront à un nouveau renvoi. J.-M. G.

En Pennsylvanie, un rapport choc qui pointe du doigt plus de 300 prêtres



Le rapport du Grand Jury de l'État de Pennsylvanie publié le 14 août dernier sous la responsabilité de Josh Shapiro, procureur de cet État, a créé l'émoi, notamment après les affaires pédophiles de l'Église du Chili au printemps. Cette enquête, limitée aux ressortissants de la Pennsylvanie et conduite par un jury populaire, affirme que 301 prêtres auraient agressé plus d'un millier d'enfants pendant des décennies. Comptes établis, non pas uniquement sur des condamnations juridiques mais sur une compilation de documents dont certains sont de simples signalements sans preuves. 80 % des prêtres cités dans ce rapport sont aujourd'hui décédés et la majorité des autres sont hors de portée juridique, par prescription. Le but réel – et atteint – de ce rapport

était plutôt de mettre en cause la gestion de ces prêtres par la hiérarchie qui a couvert ces comportements. Quatre autres États aux USA ont annoncé qu'ils allaient conduire des enquêtes similaires. L'Église catholique américaine est toutefois l'une des plus exemplaires, dans la lutte contre la pédophilie. En 2002, elle a mis en place des mesures drastiques ainsi qu'une enquête annuelle publique qui rend compte des plaintes de l'année et du suivi des autres. En 2004, elle a publié le rapport du John Jay College of Criminal Justice de New York. Il évalue à 4 400 le nombre de prêtres accusés d'abus sur mineurs aux États-Unis entre 1950 et 2002. Soit 4 % des 110 000 prêtres en fonction pendant cette période. Les victimes, à 80 % masculines, sont estimées à 11 000. J.-M. G.